Déclaration liminaire à la réunion du comité hygiène sécurité et conditions de travail du 31 mars 2022

Madame la présidente,

Le « quoiqu'il en coûte » est bien fini pour les premiers de corvée. Certains candidats à l'élection présidentielle veulent faire payer les milliards distribués et les cadeaux faits aux riches (suppression de l'ISF et Prélèvement Forfaitaire Unifié sur les distributions de dividendes), ainsi que d'autres à venir comme l'allégement des droits de succession (alors même que déjà 85% ne sont pas payantes) aux futurs retraités en repoussant l'âge de départ en retraite à 65 ans !

Qu'est-ce qui justifie ce choix alors que le taux de personnes encore en emploi entre 60 et 64 ans n'est que de 33% si ce n'est la volonté de baisser le montant des retraites ! Les plus de 55 ans cumulent 771 jours d'inscription à pôle emploi !

De plus, seulement 54% des salariés vont du travail à la retraite et 16% des 53-69 ans ne sont ni en retraite, ni en emploi, ils sont chômeurs, en maladie, vivent des minimas sociaux ou de la solidarité familiale. Quel en est le coût pour les finances publiques ?

Nous rappelons qu'à 62 ans, ¼ des 5% les plus pauvres sont décédés. Plus on repousse l'âge de départ en retraite, plus les pauvres n'en auront pas.

Enfin, il faut rappeler que l'espérance de vie en bonne santé (sans être limité dans ses activités quotidiennes) n'est que de 62,5 ans pour les hommes et de 64,9 ans pour les femmes.

Le principal défi n'est pas la retraite mais l'emploi, notamment pour les séniors, souvent poussés tôt vers la sortie à un âge où ils sont encore aptes à poursuivre leur activité professionnelle et donc à cotiser.

Le travailler plus sert de paravent pour protéger moins....

De l'argent pour financer les retraites, la santé, l'éducation, nous aux impôts, on sait où il y en a.

En effet, la fraude fiscale est évaluée entre 80 et 100 milliards ! Or, l'Etat employeur ne donne pas les moyens aux services pour que la France ne soit pas un paradis fiscal

qui ne porte pas son nom et que la justice fiscale ne soit plus un vœu pieux !

Madame la présidente,

Il y a en France, 6ème puissance économique mondiale, 4 millions de mal logés et 300 000 personnes qui vivent dans la rue. C'est une honte !

Le prix des logements neufs a augmenté de 130% en 20 ans et les loyers de 40% !

3,5% des ménages détiennent la moitié des logements en location.

Le logement représentait 18% du budget des ménages en 2005 contre 28% aujourd'hui

La baisse des Apl représente 4,2 milliards à comparer au coût de la suppression de l'ISF qui s'est élevé à 4 milliards !

Les plus pauvres attendent toujours les gouttes du ruissellement ! Ils ne voient que l'évaporation « fiscale » qui remontent vers les premiers de cordée !

Dans la vraie vie, la seule chose qui augmente, ce sont les prix des dépenses contraintes, à commencer par celles de l'énergie.

Pour les agentes et les agents de finances, nous rappelons que le gel du point d'indice depuis 2010 se traduit par une perte conséquente au niveau des salaires des agents et agentes.

Les extraits ci-après issus de la calculette Solidaires Finances Publiques :

(https://solidairesfinancespubliques.org/vie-des-agents/carriere/remuneration/4596-campagne-exigeons-notre-du-c-est-parti.html#g-mainbar).

en témoignent.

	Indice majoré	Traitement indiciaire brut	Traitement compensé de l' inflation	Perte sur le traitement brut **mensuel**	Perte sur le traitement brut **annuel**
C - AAP 2ème classe échelon 2	**343**	1607,30	2060,56	**453,26**	5439,10
C - AAP 1ère classe échelon 10	473	2216,48	2841,52	**625,05**	7500,56
B - Contrôleur 2ème classe échelon 1	**343**	1607,30	2060,56	**453,26**	5439,10

B - Contrôleur Principal échelon 11	587	2750,68	3526,37	**775,69**	9308,31
A – Inspecteur échelon 1	390	1827,54	2342,91	**515,37**	6184,40
A – Inspecteur échelon 11	673	3153,68	4043,02	**889,34**	10672,05

Madame la présidente,

Le directeur général, dans son message du 25 janvier 2022, a osé écrire que « Plus que jamais, le bien-être au travail, les perspectives et opportunités de carrière de chacun, le sens que vous donnez à vos missions, constituent de réels leviers permettant de maintenir la qualité du service public que nous assurons.... C'est parce que ces questions tiennent une place essentielle, que je tenais à rappeler le lancement de l'observatoire interne 2021... ».

De qui se moque-t-on ?

Observatoire après observatoire, de nombreux agents ont alerté sur la dégradation de leurs conditions de travail. Quelles leçons en tire le DG ?

Ainsi, dans celui de 2020, à la question :
• Je suis optimiste sur mon propre avenir au sein de ma Direction ? (seulement 26 % répondent positivement)
• Le rythme du changement au sein de ma Direction me semble aujourd'hui...? (55% le trouvent trop rapide)
• Ma Direction évolue dans le bon sens ? (seulement 22 % de réponse positive)
• Dans ma structure/service, le fonctionnement est efficace ? (non à 63 %)
• Je suis satisfait du contenu de mon travail (non à 66%)
• Je suis satisfait de ma rémunération (non à 58%)
• Je me sens reconnu et valorisé dans mon travail (non à 57%)
• Je suis satisfait des possibilités d'avancement, de promotion (non à 69%)

A ces résultats catastrophiques, voilà quelle a été la conclusion du DG :
« Vos réponses nous incitent enfin à poursuivre le travail pour vous offrir au-delà du matériel, des outils collaboratifs plus performants rendus indispensables dans un modèle d'organisation du travail qui concilie désormais de manière pérenne agents en présentiel et télétravailleurs »

Nous redemandons, de qui se moque-t-on ? Quelles leçons en tire le DG ?

Sur le maintien de la qualité de Service Public, le DG ne doit pas vivre dans la même DGFiP que nous !

- la réduction des horaires d'ouverture au public participe-t-elle à améliorer la qualité du Service Public ?
- la fermeture de nombreux sites de proximité, conséquence du Nouveau Réseau de « Proximité », participe-t-elle à améliorer la qualité du Service Public ?
- le regroupement des services sur un nombre réduit de sites participe-t-il à améliorer la qualité du Service Public ?
- le sous-effectif chronique dans la majorité des services participe-t-il à améliorer la qualité du Service Public ?
- le retard important dans les SGC, les Sie, le Spfe, la gestion du cadastre participe-t-il à améliorer la qualité du Service Public ?

Madame la présidente,

Depuis 1981, notre organisation syndicale dresse en fin de mandature, un bilan de la politique fiscale, afin d'engager un débat public sur les conséquences des mesures les plus emblématiques que le Président sortant a fait adopter. Cette année, il nous a paru important d'y ajouter un bilan social pour les mettre en perspective et percevoir le sens et la cohérence d'ensemble des changements apportés.

L'impôt n'est en effet pas seulement une mesure technique, un versement obligatoire et sans contrepartie aux administrations publiques. Par les formes qu'il revêt, son assiette, son mode de calcul, il n'est pas neutre et contribue à façonner la société, en réduisant ou au contraire, en aggravant les inégalités sociales.
Ce n'est pas sans raison que le consentement à l'impôt est un des fondements des sociétés démocratiques contemporaines. La politique fiscale est en effet une traduction concrète des choix politiques qui sont opérés.

La politique économique et sociale menée pendant le quinquennat d'Emmanuel Macron a délibérément cherché à éroder les recettes publiques. 60 milliards d'euros de suppression ou de réduction structurelles d'impôts par an ont été accordés pendant le quinquennat, au nom de la compétitivité des entreprises, du pouvoir d'achat, à commencer par celui des plus riches.

L'aggravation mécanique du déficit budgétaire qui en résulte dans un premier temps, contribue à augmenter la dette publique, pour préparer dans un second temps les esprits à l'annonce de coupes massives dans les dépenses publiques, fragilisant un peu plus encore le financement des services publics et des politiques sociales. Il ne s'agit bien sûr pas d'annoncer officiellement la remise en cause du rôle de l'État dans la réduction des inégalités mais de tirer, « en responsabilité », les conséquences d'une raréfaction des recettes publiques. Il faudra donc à regrets faire des efforts.

Le démantèlement des services publics s'est accéléré. La dématérialisation forcée des procédures administratives, l'éloignement physique des services publics de l'usager, accentuent l'exclusion des plus fragiles. La réduction malthusienne des moyens dégrade la qualité du service rendu. Le but est à l'évidence de discréditer le service

public aux yeux de l'opinion pour appeler à encore plus d'abandon de missions et de privatisations.
En complément, le rempart que constitue encore le statut général de la fonction publique a été miné par le développement de la précarité au travers de la contractualisation des recrutements, l'individualisation des carrières et la disparition progressive de toutes les garanties statutaires.
Emmanuel Macron s'inscrit ainsi dans la continuité de ceux qui l'ont précédé pour affaiblir les services publics et remettre en cause les droits sociaux et les garanties des salarié·es.
À bien des égards, il a été plus loin que ces prédécesseurs et son bilan aurait sans nul doute été plus lourd si la crise sanitaire n'avait contrarié ses ambitions.
La politique menée est coûteuse pour l'ensemble de la société et fragilise les fondements de la cohésion sociale. Le quinquennat a conduit à l'adoption de réformes aggravant tout à la fois l'injustice fiscale et l'injustice sociale.

Le 10 et le 24 avril, les citoyennes et les citoyens français sont appelés à élire leur président pour les 5 ans à venir. Cette élection revêt encore plus que d'habitude un caractère référendaire : persister dans cette voie ou changer radicalement de projet de société ?

Solidaires Finances est certain qu'un autre monde est possible.

Nous incitons les agents des finances publiques à aller voter en responsabilité et en ayant analysé au préalable les programmes des candidats sur le pouvoir d'achat, les retraites, la justice fiscale, la santé, l'éducation...

Les représentants de Solidaires Finances au CHSCT

Sylviane Longeray – CDIF Privas	Joël Mounier – SIE Tournon
Sébastien Barret – DDFiP Privas	Etienne Lambert – PRS Privas

Deux poids, deux (dé)mesures...

COMPTE-RENDU:

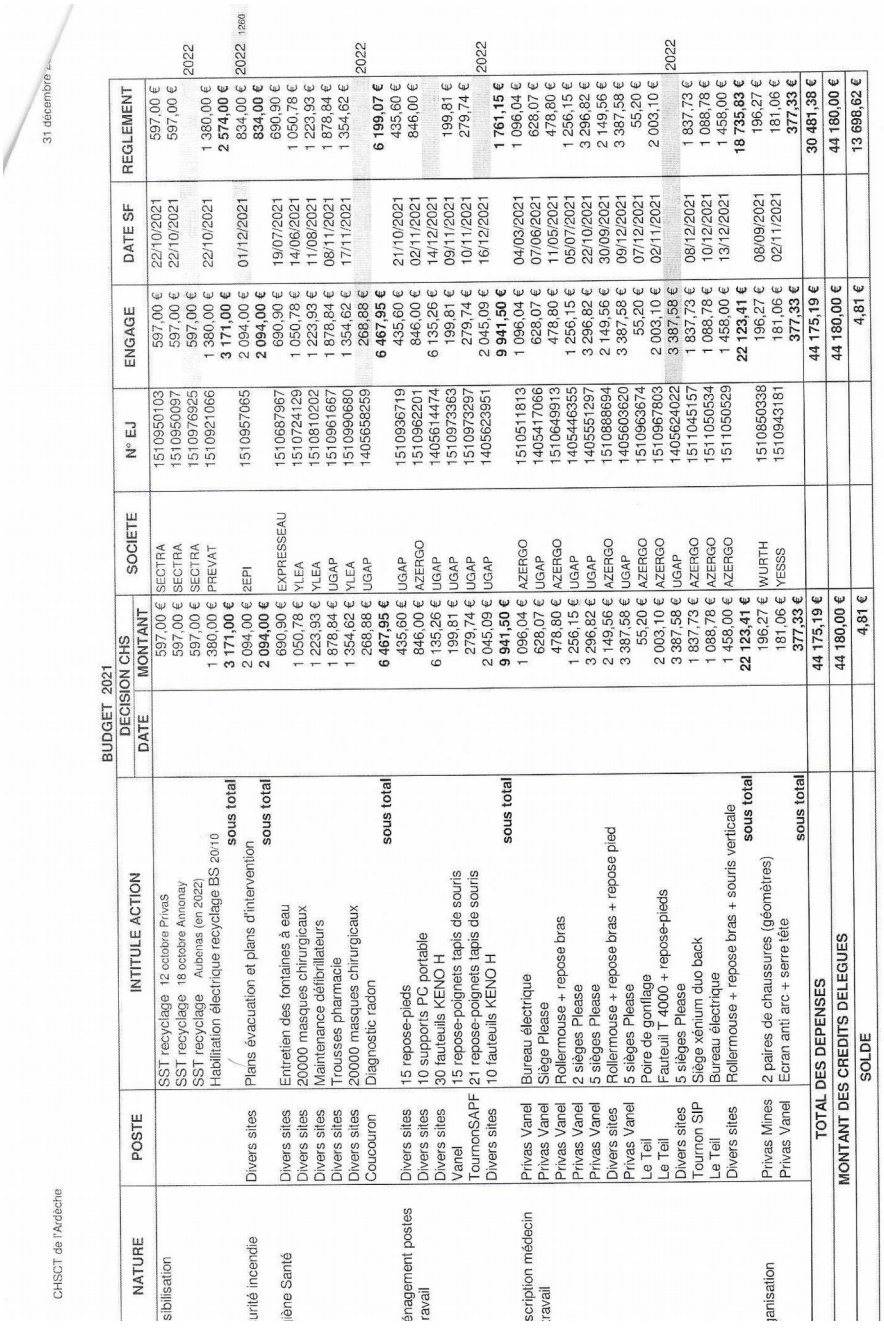
En préambule, la direction a rappelé que pendant l'absence de l'assistant de prévention, ce seront Mme Déru et M. Maisonnat qui assureront respectivement les missions d'assistant de prévention (DUERP-PAP) et de délégué départemental à la sécurité.

1/ PV du 19 octobre 2021

Vote pour des 3 O.S.

2/ Bilan de l'activité du CHSCT en 2021

- 5 réunions plénières, 2 réunions informelles sur la situation sanitaire et un GT accueil.
- Problématiques soulevés : situation sanitaire, télétravail, accueils, radon
- 50% du budget du CHSCT a financé l'acquisition de matériel ergonomique



CHSCT de l'Ardèche

31 décembre

BUDGET 2021

NATURE	POSTE	INTITULE ACTION	DECISION CHS DATE	DECISION CHS MONTANT	SOCIETE	N° EJ	ENGAGE	DATE SF	REGLEMENT
sibilisation		SST recyclage 12 octobre Privas		597,00 €	SECTRA	1510950103	597,00 €	22/10/2021	597,00 €
		SST recyclage 18 octobre Annonay		597,00 €	SECTRA	1510950097	597,00 €	22/10/2021	597,00 €
		SST recyclage Aubenas (en 2022)		597,00 €	SECTRA	1510976925	597,00 €		2022
		Habilitation électrique recyclage BS 20/10		1 380,00 €	PREVAT	1510921066	1 380,00 €	22/10/2021	1 380,00 €
				3 171,00 €			**3 171,00 €**		**2 574,00 €**
				sous total					
urité incendie	Divers sites	Plans évacuation et plans d'intervention		2 094,00 €	2EPI	1510957065	2 094,00 €	01/12/2021	834,00 € 2022 1280
				2 094,00 €			**2 094,00 €**		**834,00 €**
				sous total					
iène Santé	Divers sites	Entretien des fontaines à eau		690,90 €	EXPRESSEAU	1510687967	690,90 €	19/07/2021	690,90 €
	Divers sites	20000 masques chirurgicaux		1 050,78 €	YLEA	1510724129	1 050,78 €	14/06/2021	1 050,78 €
	Divers sites	Maintenance défibrillateurs		1 223,93 €	YLEA	1510810202	1 223,93 €	11/08/2021	1 223,93 €
	Divers sites	Trousses pharmacie		1 878,84 €	UGAP	1510961667	1 878,84 €	08/11/2021	1 878,84 €
	Divers sites	20000 masques chirurgicaux		1 354,62 €	YLEA	1510990680	1 354,62 €	17/11/2021	1 354,62 €
	Coucouron	Diagnostic radon		268,88 €	UGAP	1405658259	268,88 €		2022
				6 467,95 €			**6 467,95 €**		**6 199,07 €**
				sous total					
énagement postes	Divers sites	15 repose-pieds		435,60 €	UGAP	1510936719	435,60 €	21/10/2021	435,60 €
ravail	Divers sites	10 supports PC portable		846,00 €	AZERGO	1510962201	846,00 €	02/11/2021	846,00 €
	Divers sites	30 fauteuils KENO H		6 135,26 €	UGAP	1405614474	6 135,26 €	14/12/2021	
	Vanel	15 repose-poignets tapis de souris		199,81 €	UGAP	1510973363	199,81 €	09/11/2021	199,81 €
	TournonSAPF	21 repose-poignets tapis de souris		279,74 €	UGAP	1510973297	279,74 €	10/11/2021	279,74 €
	Divers sites	10 fauteuils KENO H		2 045,09 €	UGAP	1405623951	2 045,09 €	16/12/2021	2022
				9 941,50 €			**9 941,50 €**		**1 761,15 €**
				sous total					
scription médecin	Privas Vanel	Bureau électrique		1 096,04 €	AZERGO	1510511813	1 096,04 €	04/03/2021	1 096,04 €
ravail	Privas Vanel	Siège Please		628,07 €	UGAP	1405417066	628,07 €	07/06/2021	628,07 €
	Privas Vanel	Rollermouse + repose bras		478,80 €	AZERGO	1510649913	478,80 €	11/05/2021	478,80 €
	Privas Vanel	2 sièges Please		1 256,15 €	UGAP	1405446355	1 256,15 €	05/07/2021	1 256,15 €
	Privas Vanel	5 sièges Please		3 296,82 €	UGAP	1405551297	3 296,82 €	22/10/2021	3 296,82 €
	Divers sites	Rollermouse + repose bras + repose pied		2 149,56 €	AZERGO	1510888694	2 149,56 €	30/09/2021	2 149,56 €
	Privas Vanel	5 sièges Please		3 387,58 €	UGAP	1405603620	3 387,58 €	09/12/2021	3 387,58 €
	Le Teil	Paire de gonflage		55,20 €	AZERGO	1510963674	55,20 €	07/12/2021	55,20 €
	Le Teil	Fauteuil T 4000 + repose-pieds		2 003,10 €	AZERGO	1510967803	2 003,10 €	02/11/2021	2 003,10 €
	Divers sites	5 sièges Please		3 387,58 €	UGAP	1405624022	3 387,58 €		2022
	Tournon SIP	Siège xénium duo back		1 837,73 €	AZERGO	1511045157	1 837,73 €	08/12/2021	1 837,73 €
	Le Teil	Bureau électrique		1 088,78 €	AZERGO	1511050534	1 088,78 €	10/12/2021	1 088,78 €
	Divers sites	Rollermouse + repose bras + souris verticale		1 458,00 €	AZERGO	1511050529	1 458,00 €	13/12/2021	1 458,00 €
				22 123,41 €			**22 123,41 €**		**18 735,83 €**
				sous total					
anisation	Privas Mines	2 paires de chaussures (géomètres)		196,27 €	WURTH	1510850338	196,27 €	08/09/2021	196,27 €
	Privas Vanel	Ecran anti arc + serre tête		181,06 €	YESSS	1510943181	181,06 €	02/11/2021	181,06 €
				377,33 €			**377,33 €**		**377,33 €**
				sous total					
		TOTAL DES DEPENSES		**44 175,19 €**			**44 175,19 €**		**30 481,38 €**
		MONTANT DES CREDITS DELEGUES		**44 180,00 €**			**44 180,00 €**		**44 180,00 €**
		SOLDE		**4,81 €**			**4,81 €**		**13 698,62 €**

3/ Suivi des décisions du CHSCT

- **Le Teil :** l'antenne immobilière de Lyon ne s'est pas encore rendue sur le site pour analyser l'installation éventuelle de la climatisation à l'accueil.
  Suite au départ de la trésorerie, la DDFiP souhaiterait que de nouveaux locaux soient proposés par la mairie. Cette dernière serait intéressée de récupérer les locaux actuels pour ses services.

- **Aubenas :** fissures sur les murs : les « microfissures » seraient non structurelles, le gros œuvre ne serait pas touché. Des photos ont été envoyées à l'antenne immobilière de Lyon

- **Joyeuse :** les travaux vont être bientôt terminés. Nous sommes en attente des plans.

- **Tableau état des sites :**
  Les dates de contrôles électriques sont de 2013-2016 pour de nombreux sites ! Or, il doit y avoir une visite annuelle ou tous les 2 ans si tous les problèmes constatés ont été corrigés.
  Exercices incendie : aucun n'a été réalisé à Privas Coux et Joyeuse. Or, 2 exercices sont obligatoires pour les sites de + de 50 agents et un pour les autres. Les chefs de service doivent faire un compte rendu de ceux qu'ils effectuent.
  Ils doivent également faire visiter les bâtiments aux nouveaux agents, notamment afin qu'ils puissent repérer les évacuations et où sont disposées la trousse à pharmacie et les pilules d'iodes selon les sites.

- **Tournon :**
  Il y a un décalage de 4 mois dans les travaux. Fin des travaux prévue en 06/2023.
  Nous avons soulevé le problème de parking avec les travaux et l'arrivée des agents du Sapf Une zone bleue de 4 h a été matérialisée tout autour du bâtiment. Nous avons demandé s'il n'y aurait pas la possibilité d'avoir un badge pour que les agents ne soient pas obligés de penser à aller modifier le disque de stationnement.

- **Annonay Sip/Sie :** la mairie n'a toujours pas transmis la fiche récapitulative amiante.

- **Harmonisation des horaires de l'accueil sur tous les sites :** c'est fait mais la MAJ des sites internet non dont celui du Service Public au 23/03/2022. Des contribuables se présentent encore l'après-midi !

Par contre la MAJ du site « Service Public » suite au NRP a bien été effectuée. Par contre, il n'y a aucune information sur les antennes ! Désintoxication des accueils ! Sommes-nous déjà en 2026 ?

- **Report d'alarme incendie à Privas Mines :** ce devait être fait lors des travaux de l'accueil. Ce qui n'est pas le cas.
  Pour le restaurant administratif suite à l'exercice du 18/11/21 il manque un détecteur de fumée à relier avec le tableau d'alarme, La DDFIP s'en occupe

- **Ascenseur Privas Mines :** les travaux sont terminés.

- **MAJ des listes des guides et serre-file :** il est important d'élargir le nombre car avec le télétravail, il y a pas mal de turnover dans les services.

- **Point sanitaire :** l'Ardèche est à plus de 1000 cas pour 100 000 habitants. La prudence est de rigueur.

- **Radon :**
  Coucouron :
  L'appareil pour l'extraction de l'air a été installé par la mairie. De nouvelles analyses ont été réalisées. Nous sommes en attente du rapport.
  Les 2 agents sont en télétravail 2 jours par semaine.

  La DDFiP a recensé sur 10 ans les agents qui ont travaillé sur les sites de Le Cheylard, de Thueyts et de Coucouron. Une trentaine d'agents vont recevoir un courrier d'information.

- **Trousses de secours :** sur chaque site et pour chaque secouriste du travail les trousses de secours ont été réassorties.
  Nous avons demandé que les agents soit destinataire d'une fiche précisant l'emplacement des trousses et des pilules d'iode (pour les sites concernés).

- **Référent « diversité et égalité professionnelle »:** La direction ne sait pas s'il y a un référent en Ardèche contrairement à ce qu'elle avait annoncé lors du dernier CHSCT. Ce point sera abordé lors du CTL de mai.

Pour mémoire, nous rappelons que la mise en place du référent « diversité et égalité professionnelle » relève de la mesure n°17 du plan d'action de la DGFiP en faveur de l'égalité Femmes-Hommes. Le référent doit avoir une lettre de mission diffusée sur le site intranet du département et il doit être clairement positionné dans l'organigramme de la direction.

4/ Note d'orientations SST 2022

- le dialogue professionnel autour de l'organisation du travail = prévention primaire = place centrale

- la prévention des risques notamment psychosociaux doit être au cœur du projet de réorganisation
- nouveau Duerp et nouvel outil informatique « Prév'action »
- renforcer le dialogue social
- création des comités sociaux d'administration
- **orientations 2022 :**
  Télétravail : indispensable de penser le télétravail sous l'angle de l'organisation du travail.
  Outil d'auto-diagnostic
  Kit d'outils de l'anact : **bilan à faire** 6 ou 10 mois de la mise en place du télétravail et le **présenter** au CHSCT
  Risques biologiques : qualité de l'air intérieur et ventilation des locaux
  Risques de désinsertion professionnelle et accompagner le retour au travail
  Lutter contre les violences sexistes et sexuelles
  Critères d'utilisation du budget : complémentarité, urgence et exemplarité

5/ Budget 2022

Budget 2022 : 46 595 €

CHSCT de l'Ardèche — 01/04/2022

BUDGET 2022

NATURE	POSTE	INTITULE ACTION	DECISION CHS DATE	DECISION CHS MONTANT	SOCIETE	N° EJ	ENGAGE	DATE SF	REGLEMENT
Sensibilisation	Divers sites	SST initiale (2 jours) X2	31/03/2022	2 400,00 €	SECTRA				
	Privas	SST recyclage (1 jour)	31/03/2022	600,00 €	SECTRA				
	Divers sites	Sécurité incendie RLI (0,5 j) x6	31/03/2022	3 600,00 €	SECTRA				
		Utilisation défibrillateur (2 heures)	31/03/2022	150,00 €	SECTRA				
		Habilitation électrique initiale (2 jours) 1personne	31/03/2022	800,00 €	PREVAT				
		Santé du dos ergonomie poste de travail	31/03/2022	1 000,00 €	DOS MAJEUR				
		Comprendre, gérer son stress	31/03/2022	2 150,00 €	GUILLOT				
		Travailler avec des personnalités difficiles	31/03/2022	2 150,00 €	GUILLOT				
		sous total		**12 850,00 €**			- €		- €
Sécurité incendie	Divers sites	Exercices incendie		1 600,00 €	SECTRA				
		sous total		**1 600,00 €**			- €		- €
Hygiène Santé	Divers sites	Entretien fontaines à eau	31/03/2022	750,00 €	EXPRESSEAU				
	Divers sites	Maintenance défibrillateurs	31/03/2022	1 300,00 €	YLEA				
	Divers sites	Acquisition de fontaines à eau	31/03/2022	3 200,00 €	EXPRESSEAU				
	Divers sites	Acquisition de borne de gel hydroalcoolique	31/03/2022	10 000,00 €					
		sous total		**15 250,00 €**			- €		- €
Ambiance thermique	Divers sites	Ventilateurs colonnes		735,12 €					
		sous total		**735,12 €**			- €		- €
Prescription médecin du travail	Le Teil	Siège Amazone		963,48 €	AZERGO	1511085356	963,48 €	13/12/2022	963,48 €
	EJ 2021	Augmentation éco-contribution 5 sièges Please		6,12 €	UGAP	1405624022	6,12 €	18/01/2022	6,12 €
	Privas Vanel	Siège Duoback		1 912,04 €	AZERGO	1511117801	1 912,04 €	18/02/2022	1 912,04 €
	Privas Mines	Siège High 5	en essai						
	Privas Mines	Siège DB11	essai prévu						
		Enveloppe prévisionnelle		10 000,00 €					
		sous total		**12 881,64 €**			**2 881,64 €**		**2 881,64 €**
Organisation									
		sous total		- €			- €		- €
TOTAL DES DEPENSES				**43 316,76 €**			**2 881,64 €**		**2 881,64 €**
MONTANT DES CREDITS DELEGUES				**46 595,00 €**			**46 595,00 €**		**46 595,00 €**
SOLDE				**3 278,24 €**			**43 713,36 €**		**43 713,36 €**

6/ Projets immobiliers

- **Tournon :**
  Une réunion avec le maître d'oeuvre est prévue prochainement. Nous en saurons peut-être mieux sur le calendrier des travaux à venir.
  Le CHSCT a financé des stores dans tous les étages. Nous avons demandé qu'ils soient démontés avant le changement des fenêtres.

- **Privas Mines :**
  Nous avons fait remonter que les conditions d'accueil ont été très difficiles pendant les travaux (bruit, poussière, câbles au sol, odeurs de colle....).
  Travaux pour le PRS cette semaine.
  Fin avril – début mai : déménagement de la PAIERIE aux Mines et du PUC à la DDFiP
  Fin juin : déménagement de la Municipale aux Mines
  Septembre : déménagement des trésoreries de St Péray, de Le Teil et de BSA aux Mines